

HAANTA SALKA AYEY KA UNKANTAA - UN POT À LAIT SE CONSTRUIT EN COMMENÇANT PAR LE FOND

Je suis très honoré, bien que n'ayant ni assisté ni participé à cette réunion, d'être invité à conclure la somme de ces interventions. Très probablement, un ton délibérément provocateur va une fois encore heurter plus d'un lecteur, aussi je demande à tous de m'octroyer cette indulgence que me conservent assurément les amis qui m'ont sollicité.

Il faut s'y résoudre. Parions que s'il existait une solution propre à réaligner la Somalie sur le modèle d'autres États nations de la planète, il en est bien un, ne serait-ce qu'un sot inspiré, qui par hasard depuis que l'on enquête en aurait eu d'ores et déjà l'idée. Or il n'en a rien été, il faut donc chercher ailleurs, chercher autrement.

Mais cet aveu aussi, dans toute son humilité, devrait en effet engager à changer nos axes de réflexion, à ré envisager nos méthodes d'analyse, à décortiquer la problématique en usant d'autres outils, observer avec un autre regard, un regard neuf surtout, qui transcende les modèles acquis. Car une première question se pose, s'impose même : Sont-ce vraiment les Somaliens et autres Somalis qui sont irrécupérables ? Car disons-le, sans pour autant les dédouaner, les crises qui perdurent ne relèveraient-elles pas aussi de l'incompétence des équipes de Diafoirus et autres Purgon qui, penchées sur leur chevet, se refusent à abandonner les potions de l'académie onusienne ?

L'ordonnance unitariste préconisée en vue de requinquer une Somalie unie et reconnue par ses pairs n'admet qu'une seule alternative : le premier volet en est un gouvernement vrai, à l'ancienne, mais le malade y rechigne ; le second propose un gouvernement virtuel, mais le malade en devient nauséeux.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

Depuis vingt ans pourtant, nombre se sont échinés. L'ambassadeur Mohamed Sahnoun bien sûr, le premier, dont l'indéfectible patience parvenait à séduire jusqu'à Maxamed Faarax *Caydiid*. Le redoutable général éprouvait d'ailleurs un respect absolu pour cet irréprochable interlocuteur. Mais le temps lui a manqué, le soutien de ses pairs plus encore. Pourtant les Somalis reconnaissent les gens de sa trempe ; jamais Sahnoun n'aurait été en danger où que ce soit sur le terrain somalien. Il était *miskiin*, ce qui signifie « pauvre », un terme qui n'est pas péjoratif pour un Somali qui en fait une lecture plus profonde, un terme qu'il attache à l'idée de la simplicité d'un homme, la simplicité d'un homme de bien. L'ambassadeur Lansana Kouyate, peu après, talentueux et subtil ; Sahnoun et Kouyate, champions de fond et de demi-fond, abattus en plein vol par l'incompétence, les jalousies de chancelleries et la bêtise des systèmes certes, mais aussi par la lâcheté de tous ceux qui, alors qu'ils en avaient les moyens, ne se sont pas donné la peine d'imposer leur maintien aux affaires. La vanité d'un Secrétaire général, l'incommensurable bêtise d'un amiral, *born again* au point d'en devenir puéril, l'ignorance dédaigneuse et le goût de la brutalité enfin du plus puissant des pays ont en quinze ans fait le reste. La Somalie est désormais livrée à l'obscurantisme et au délire de vieux enfants qui ont confondu un texte saint avec l'une de ces pires bandes dessinées qu'affectionnent leurs ennemis de prédilection.

La recherche d'une autre médecine s'est dessinée en août 1995 quand, en toute discrétion à Nakuru, sous l'égide du professeur Lewis, un *Menu of Options* concocté par quelques véritables « sachants », sages, savants et hommes de terrain, a envisagé d'isoler les parties saines du malade¹⁶⁹. L'idée, naguère suggérée par Sahnoun, partait du principe qui si l'un de ses membres se remettait à fonctionner, les autres par sympathie pourraient se mettre à en faire autant. À tout prendre, d'un point de vue

¹⁶⁹ London School of Economics and Political Sciences. A Study of Decentralised Political Structures for Somalia – A Menu of options. UNDOS. Août 1995.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

français, cela revenait à descendre de leurs poussiéreux rayonnages, les sages écrits de Lyautey, à redécouvrir le principe de la « tache d'huile » si cher à Galliéni. Mais il s'agit là de prose militaire, par essence suspecte aux yeux des diplomates et honnie de l'université au point d'être ignorée d'officiers courtisans qui se plaisent trop souvent à se prendre ou pour l'un ou pour l'autre.

Un *Menu of Options* donc développant quatre scénari plausibles, proposés par les médecins bien que laissés au choix du patient plutôt que du docteur : fédération, confédération, État unitaire, mais décentralisé au gré d'autonomies régionales ou locales, consociation. Cette approche modulaire, les *building blocks*, connaîtra ses succès. Ainsi, tâtonnant et fondant un hypothétique futur sur le succès relatif du Somaliland, d'autres régions se lancent dans l'expérience. Le Nord-est parvient à stabiliser peu à peu les premiers tangages du navire Puntland tandis qu'au centre, dans l'interfluve, les *Raxanweyn* paraissent avoir toutes leurs chances de parvenir à établir un État. Les *Darood* du Sud en revanche éprouvent davantage de difficultés. Kismaayo, les provinces de la Basse Jubba et le Gedo peinent à s'entendre, bien que des promesses de succès, aussi fugitives soient-elles, se soient parfois profilées. Mais ce sont Muqdishu et le Benaadir qui restent les plus difficiles, tant l'ancienne capitale conserve sa valeur symbolique et dépit des drames qui s'y déroulent. Une tentative maladroite est lancée par la Ligue des États arabes. Tentant de circonscrire la problématique en ne rassemblant que les chefs de guerre *hawiiye*, cette stratégie ne parvient qu'à disqualifier le processus. Il reste qu'avec cette approche modulaire, c'est un nouveau point de vue qui s'est quand même imposé.

Mais la société des États est incorrigible, qui toujours prétend subjuguier les nations. Entre la guerre érythro-éthiopienne instrumentalisée par la Ligue des États arabes pour écarter momentanément l'Éthiopie chrétienne et l'attentat du 11 septembre qui cristallise un essaim de défiances à l'encontre de l'islam, les conférences d'Arta et d'Eldoret offrent aux

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

administrations internationales ce à quoi elles se reprennent à rêver, un gouvernement somalien unique. Qu'importe si *Transitional Federal Government* puis *Transitional National Government* n'en peuvent mais, aussi virtuels l'un que l'autre, aussi incongrus l'un que l'autre ; qu'importe s'ils n'offrent en fin de compte qu'une ouverture au seul ordre qui n'ait pas encore perdu toute crédibilité en Somalie, l'ordre des clercs. Après l'échec de la démocratie de l'après-indépendance, celui du socialisme aussi scientifique soit-il du début de l'ère Siyaad, de la dictature de sa fin, seuls les tribunaux islamiques parviennent à imposer une discipline sociale crédible.

Parmi eux se trouve certes une poignée d'individus dont l'affiliation à l'islam terroriste est patente. Le nouvel ordre qui semble devoir s'installer, encouragé par les milieux d'affaires musulmans de la péninsule arabique et du Golfe, est suspect. Il ne convient pas au reste du monde. Affairistes proches des milieux mafieux de l'Europe et d'ailleurs, kyrielle d'observateurs qui arment les chancelleries ignorantes du fait somalien, officines délibérément astigmatas, salles de rédaction borgnes, tous sans discernement tombent à bras raccourcis sur l'*Islamic Courts Union*, « Ce pelé ce galeux dont venait tout le mal ».

Le désastre qui suit l'intervention des Éthiopiens et les salves américaines auront eu pour effet non pas de jeter le bébé avec l'eau du bain, mais bien au contraire de ne conserver que ce que cette dernière avait de plus fétide.

Peut-on néanmoins tirer quelque chose de ce raccourci exaspéré de vingt années de guerre. Oui, assurément. Car malgré tout, des gens ont su faire, des organisations ont fonctionné. De bonnes décisions ont été prises, des systèmes pertinents ont été développés. Tentons d'en mettre quelques-uns en exergue, car demain a toujours ses chances, et les pistes sont là.

Les gens de qualité existent, nous en avons déjà parlé. Leur échec résulte le plus souvent du temps qui ne leur a pas été donné, davantage que des

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

moyens. Le Somaliland semble parfois s'en être mieux sorti précisément parce que nul n'est venu prétendre lui prêter main-forte.

Des organisations ont fonctionné. La gabegie des Nations unies est en soi une institution, mais certaines de ses agences, l'UNICEF entre autres ne s'en sont pas moins en maints endroits révélés exemplaires, la Croix-Rouge et son compère le Croissant ; des ONG aussi, musulmanes ou occidentales, pour peu qu'elles se départissent de leur arrogance et de leur incapacité à coopérer avec tout ce qui n'est pas eux.

Mais sans assise sociale, tout ceci finalement n'a eu que valeur d'emplâtres. Le plus intéressant est ailleurs en effet. Il est à identifier par exemple dans la capacité des structures traditionnelles somalies à reprendre leur rôle d'arbitres. Rien de tout cela ne se réalise aisément, comme par enchantement. Les succès d'opportunités sont les fruits de tractations laborieuses, elles-mêmes enfants de bien nombreux échecs. Mais ils sont là, surtout quand ils s'inscrivent avec sagesse dans les embryons d'organisation qui s'installent. *Guurti*, conseils des notables, *d'isimo*, *d'odaayaal*, qui armés de la règle comportementale du *xeer* ont investi les nouvelles institutions, au Somaliland comme au Puntland, à chaque fois de différentes façons. Aussi, en tâtonnant, à pas lent, au prix de périodes rétrogrades, la paix des Somalis s'est installée ici et là, à la mode de chez eux. Peut-on le nier ?

De ce qui a marché, les étrangers sont physiquement absents. Cela ne signifie pas qu'ils ne puissent investir un accompagnement raisonnable, à la périphérie. Mais il faut être conscient d'un trait des Somalis. Toute présence étrangère, toute contrainte étrangère même bien intentionnée, voire bienveillante est ressentie comme une ingérence insupportable. *Gumeysiga*, ce mot *soomaali* qui a servi à exprimer le colonialisme existait bien avant même que les Somalis y aient été confrontés. Il exprimait le sentiment d'étouffement suscité par une intrusion dans leur espace, d'oppression physique et psychologique à la fois. Certaines ONG ou agences, sûres de leur fait, leurs abaques d'intervention à la main et leur

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

bonne conscience en bandoulière en ont régulièrement fait les frais. Peut-on le nier ?

Or des stratégies de soutien différentes pourraient en revanche être étudiées. L'une d'entre elles est évoquée dans le *Menu of Options*, aparté timide qui mérite pourtant un peu plus d'attention qu'il ne lui en a été consenti.

Quoi qu'il en soit, toutes relèvent d'une approche par le bas, les villages, les campements, les puits et les troupeaux. Elles partiraient par exemple des confins des zones les plus apaisées pour s'étendre vers les brousses et les campagnes proches. Pour ce faire, elles favoriseraient dans un premier temps des espaces sanctuarisables, l'outre-Jubba *darood* entre le fleuve et le Kenya en s'engageant sur les accointances entre *Darood Harti* puis en l'étendant par sympathie aux autres *Darood*. Un développement serait également plausible dans la région interfluve en protégeant les accès terrestres et les ports, Marka et Baraawe.

Une stratégie qui bannirait donc de son vocabulaire le mot État. Car il faut vraiment se faire violence pour ne pas admettre qu'en Somalie, c'est précisément l'État qui est le problème, bien plus que la solution. On peut le déplorer, à l'aune de notre civilisation de paysans occidentaux, mais ici, en Somalie, il s'agit d'un autre monde et il en va autrement. La nécessité d'y inventer un ordre politique différent ne peut avoir les faveurs d'une mondialisation qui met davantage en exergue les modèles convenus des peuples qui la génèrent qu'elle n'est prête à s'enrichir de la connaissance des différences de chacun.

Cette nécessité d'un autre modèle, extraterritorial, accommoderait peut-être le différend condamné aujourd'hui à s'envenimer entre Garoowe et Hargeysa par exemple. Une société internationale qui admettrait, favoriserait et soutiendrait la réflexion des intellectuels et des notables des régions concernées ouvrirait des perspectives dont, sans un effort

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

honnête, nous ne saurons jamais si elles valaient la peine d'être cheminées.

L'article de Cyril Robinet en l'occurrence a le mérite de s'engager sur un autre discours, renonçant à contre-courant de celui de ses pairs à vouloir remettre dans le tube un dentifrice qui n'y rentrera jamais. Le pêcheur a une touche, il reste à remonter un poisson nerveux et bien fragile.

C'est ainsi que peut être aperçue une piste plausible, bien que non explorée encore, en vue de résoudre la problématique somalienne. Elle s'inscrit dans la logique des théories fonctionnalistes étudiées au cours du siècle passé par le Roumain David Mitrany, grand observateur entre autres des Balkans¹⁷⁰. Dans cette perspective, ce sont les nécessités techniques et non politiques d'une société complexe qui favorisent la coopération entre ses composantes. Il s'agit de rapporter dans l'espace délimité par la géographie des lignages somalis cette idée de Mitrany qui considère que les problèmes qui dépassent les frontières ou les capacités d'un État-nation entraînent mécaniquement la création d'institutions internationales ou supranationales appropriées. La clé pour l'intégration devient le bien-être social, qui est supposé être assuré plus efficacement par des institutions supranationales. Les fonctionnalistes considèrent en effet que le gouvernement par des politiques dans le cadre de l'État-nation amène à privilégier la lutte pour le pouvoir sur le bien-être social. L'État est ainsi considéré comme une institution imparfaite qu'il s'agit de démembrer progressivement de ses capacités. L'objectif final est de diminuer la conflictualité interétatique afin d'arriver, à terme, à l'élimination de la guerre.

La théorie fonctionnaliste adopte ainsi une perspective « du bas vers le haut », de *bottom-up*, induisant que les nécessités de la base entraînent la

¹⁷⁰ MITRANY David. *A working peace system - An argument for the functional development of international organization*. The Royal Institute of International Affairs, Oxford University Press London 1943.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

création d'institutions au sommet pour satisfaire ces nécessités. Elle se concentre sur les aspects de renversements ou d'engrenages et sur la question du transfert de loyauté des citoyens vers les organisations inter-ou supranationales. Il s'agit donc de substituer au concept d'État-nation celui de lignage agnatique sur telle ou telle surface de l'espace somali.

L'observation du fait que l'État n'est qu'une partie du problème plutôt qu'une solution peut sembler familière à de nombreux Somalis. Mais cette perspective qui s'acharne à être largement ignorée, et dont on ne saura donc jamais vraiment la viabilité tant qu'elle n'aura été tentée, pourrait octroyer aux Somaliens une voie pour sortir de leur situation difficile. L'approche fonctionnelle cherche, en reliant l'autorité à une activité spécifique, à rompre la relation traditionnelle établie entre l'autorité et un territoire défini, qu'ils soient identifiés comme une association ou une fédération d'Etats. Cette approche résout le dilemme de la création soit trop branlante soit trop étroite d'une organisation nationale somalienne en mettant sur pied des autorités qui seraient complètes et solides dans des champs au préalable identifiés de la vie commune.

L'idée d'une coopération fonctionnelle n'est pas purement théorique. Elle extrapole à partir d'un postulat empirique : à l'international, depuis le dernier quart du XIX^e siècle, un nombre croissant d'autorités fonctionnelles ont été créées pour organiser les intérêts communs. Les postes télégraphes ou la navigation sur les voies fluviales intérieures ont ainsi été agencées dans des zones où la coopération était impérative dès lors que les nécessités socio-économiques étaient rassemblées et où, en conséquence, l'autorité transférée ne menaçait ni l'identité politique ni même les Etats rivaux.

Or il existe dans l'espace qui nous occupe nombre de services fonctionnels similaires plausibles dans lesquels la plupart des Somaliens verraient un intérêt immédiat et dans lequel, partant, ils pourraient être prêts à coopérer nonobstant leurs allégeances régionales ou claniques ou leur rivalité. Certains secteurs comme les secteurs vétérinaires ou la santé par

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

exemple s'imposent d'eux-mêmes. Mais on peut aussi regarder vers la protection de la pêche et les autorisations, les services de l'éducation et le développement des programmes d'études, l'approvisionnement en livres d'enseignement, la formation des maîtres, l'organisation de la scolarité, sur place et dans des universités étrangères, les postes et les télécommunications, les poids et mesures, la monnaie, bien d'autres domaines encore qu'il convient de déterminer.

Ce n'est que cette réflexion une fois menée qu'il peut être envisager de relier l'aménagement de la plupart de ces matières et des moyens de s'en occuper avec les quatre options politiques considérées par les chercheurs de *Menu of options* de 1995. Celui-ci n'évoque-t-il pas d'ailleurs l'hypothèse d'autres domaines où la nécessité d'établir un régime régulateur serait plus apparente aux Somaliens qu'à nous-mêmes. Car même si les tentatives de construire une confédération, une fédération ou des Etats unitaires décentralisés échouent ou progressent à un rythme très lent, des agences pourraient encore être créées pour fournir des services spécifiques et découvrir ces besoins discrets qui constituent davantage un ciment social plutôt que des constructions politiques de grande envergure. Car les Somalis disposent d'un précédent traditionnel dans le concept persuasif de l'accord contractuel, *heeshiis*.

A priori, deux voies se présentent par lesquelles de telles agences fonctionnelles pourraient être établies, chacune d'ailleurs n'étant pas exclusive de l'autre. La première, en théorie la plus souhaitable, passe par un accord entre Somaliens des différents lignages ou différentes zones géographiques qui partagent un intérêt fonctionnel spécifique. Par exemple ceux qui occupent la zone côtière pourraient prendre l'initiative de mettre en place une agence de protection de la pêche ; ailleurs, quelque autorité récemment établie au plan local ou régional et déjà engagée dans la structuration des communications avec le monde extérieur pourrait prendre l'initiative d'une agence des postes et télécommunications. À côté de leur destination particulière, de telles

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

agences présenteraient encore d'autres des avantages : elles pourraient octroyer un emploi à de nombreux professionnels somaliens alors que nombre d'entre eux ont été contraints à l'émigration depuis l'effondrement de l'État. On peut aussi considérer qu'une fois établies, ces agences fonctionnelles seraient bien placées pour attirer les fonds d'aide extérieure et l'assistance technique, leur création fournissant aussi une démonstration probante de leur bonne volonté à coopérer.

C'est pourquoi la seconde voie plausible consisterait à lier l'accord à un contrat de fourniture d'un service déterminé. Afin de permettre aux nouvelles agences d'attirer les fonds d'aide, il serait nécessaire de la responsabiliser au regard d'une organisation internationale appropriée. Les Nations unies sont le pourvoyeur de contrat le plus évident, même si, comme l'a démontré l'histoire récente, ceci peut être controversé. La Ligue des États arabes ou l'Union africaine pourraient quoi qu'il en soit présenter des alternatives acceptables. Quelle que soit l'organisation retenue pour représenter le contractant formel, elle pourrait si nécessaire sous-traiter un problème spécifique à une organisation ou une agence tierce, par exemple l'Union européenne, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou même un consortium de donateurs.

Cela dit, le réalisme impose deux conditions *sine qua non* à la réussite d'une telle stratégie :

- La distanciation de tout élément étranger au regard de l'application des projets et l'emploi exclusif de Somaliens ;
- Le contrôle de l'exécution et la retenue de la gestion financière entre des mains non somaliennes au moins à court terme tant que la confiance publique n'est pas encore établie.

Une telle stratégie est aujourd'hui d'autant plus complexe à imaginer et à mettre en œuvre qu'elle s'adresserait en priorité à ce Sud somalien, soumis au régime terrorisant de musulmans ignorant jusqu'à l'âme de la

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

foi dont ils se revendiquent. Mais le temps vient toujours à bout des déviations du cœur humain. Le tempérament somali fera tôt ou tard vraisemblablement le reste. Il faut simplement espérer que, lorsque les Somaliens reprendront en main leur destin, un nouveau tombeau d'ignorance ou de maladresse politique ne vienne une fois encore réduire à néant les prémisses de l'apaisement.

Marc Fontrier, Secrétaire général de l'ARESAE (Association pour la recherche et les études scientifiques en Afrique de l'Est)